rapsodie et bavardage aristocratique une des mille et une brochures, receptacle de faux et captieux raisonnements sur des faits supposés 5

LETTRE

DU ROI D'ANGLETERRE

AU PERE GERARD,

DÉPUTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

ET RÉPONSE DU PÈRE GERARD AU ROI D'ANGLETERRE.

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.

J'ÉTOIS encore logé, il y a huit jours, à l'hôtel des Treize-Cantons, rue Traversière. Ma petite chambre avoisinoit celle de M. Gerard, et je me trouvois fier, malgré ma mauvaisefortune, d'être voisin de l'un des douze cents souverains de France. Rien de ce que faisoit M. Gerard ne m'étoit indifférent. Un jour Françoise, c'est le nom de notre petite servante, me parut inquiète sur la santé de mon voisin qui, pour la première fois, depuis qu'il demeure dans l'hôtel, avoit passé une partie de la nuit à lire et à écrire. Un mouvement de curiosité me poussa à solliciter cette jeune fille de m'ouvrir l'appartement du voisin. Je me jetai au hasard sur un paquet de papiers fixés dans la bordure de la glace de sa cheminée. Je les emportai chez moi et les parcourus. Ils me parurent assez curieux pour me déterminer à les copier. Depuis, j'ai quitté l'hôtel des Treize-Cantons ; et pour réparer mon indiscrétion, j'ai cru devoir faire part de mon larcin au public. Comme je me condamne à l'anonyme le plus exact, je préviens d'avance les lecteurs scrupuleux, que le jugement sévère qu'ils porteront sur ma personne et ma conduite, ne pourra parvenir jusqu'à moi.

A

LETTRE
DU ROI D'ANGLETERRE
AU PÈRE GERARD,
DÉPUTÉ DE L'ASSEMBLÉÉE NATIONALE.

De Windsor, le 17 août 1790.

Vous ne vous attendiez pas, mon cher Monsieur, à recevoir quelque jour une lettre d'un roi. Il vous eût été difficile d'imaginer, que laissant de côté ceux de MM. vos confrères qui font plus de bruit, et croyent faire beaucoup plus de besogne que vous, je me déterminerois tout bonnement à correspondre avec un honnête homme, qui ne sait ni intriguer, ni improviser.

Votre bon roi est trop fatigué des malheurs de son empire, et ses ministres trop effrayés de leur danger personnel pour se trouver disposés à m'entendre. Mon principe est d'ailleurs de ne pas ajouter, autant que je le puis, aux peines de personne ; or il pourroit arriver que ma lettre les affligeât.

Vous êtes homme, et j'en suis un autre. Vous êtes père de famille, et toute l'Europe sait combien, à cet égard, la providence m'a accordé de bienfaits. Nous sommes donc rapprochés par les nœuds les plus respectables. Je suis roi, vous êtes une portion de souverain ; ainsi nous nous valons tous deux, aux yeux même de la vanité.

Causons par écrit, comme nous pourrions le faire si nous nous trouvions face à face, assis près d'une table garnie d'un rotts béef, d'un plum pudding et de deux bouteilles de Porto.

J'aime la paix, et je me vois forcé de faire la guerre. Les françois me plaisent, et je vais les avoir

pour ennemis. Mes ministres me le conseillent, les deux chambres le commandent, et la nation angloise le desire.

Il y a un proverbe françois qui dit, qu'ENTRE L'ARBRE ET L'ÉCORCE, IL NE FAUT PAS METTRE LE DOIGT. Cela signifie, à ce qu'il me semble, qu'il ne faut point se mêler des querelles d'autrui ; le bon Molière, l'honneur de votre pays, et que je sais par cœur, a appliqué ce proverbe à une espèce d'imbécille, qui veut empêcher Sganarelle de battre sa femme. Il s'applique également à la sottise que vous avez faite, vous autres françois, de prendre parti dans les dissentions établies entre nos provinces coloniales et la métropole angloise.

Je n'ai pas besoin, je crois, de vous faire l'énumération de tous les maux que cette fausse démarche vous a valus. Votre pavillon humilié à plusieurs reprises, vos finances épuisées, votre commerce à-peu-près ruiné, et l'esprit d'insurrection et de révolte rapporté dans le sein de la France par vos guerriers, comme autrefois le germe d'une maladie honteuse fut amené en Europe par les navigateurs qui, les premiers, parurent en Amérique.

A ces malheurs s'en est joint encore un plus grave qui, lent à se développer, ne s'en fera pas sentir pour cela avec moins de rigueur. Je veux parler du mécontentement du cabinet de Saint-James contre le cabinet de Versailles et de cette vieille haine de nation qui, loin de s'affoiblir, ne fit que redoubler d'énergie et d'activité dans l'esprit du peuple anglois.

Dès-lors mes sujets jurèrent presque tous dans mes mains de se venger de cette félonie ; et pour que la vengeance eût un succès plus éclatant, ils attendirent en silence l'instant où l'empire françois, affoibli par quelque grande calamité, donneroit prise sur lui-même, et n'auroit à opposer qu'une légère et inutile résistance.

Ce moment est venu, mon cher Monsieur Gerard, les mauvaises opérations de vos ministres en finances, ont creusé sous vos pas un abîme qu'un homme a eu le courage de vous découvrir. L'impossibilité de faire face à vos obligations, a jeté le découragement par-tout. En vain des hommes de génie vous ont offert leurs services. Votre légèreté naturelle vous a déterminés à les proscrire après les avoir adorés. Les

rênes du gouvernement ont échappé des mains de son chef. Il a fallu convoquer une diète nationale ; de grands intérêts se sont combattus mutuellement. La machine politique ne tenoit plus à rien ; un choc est survenu, et tout a été détruit.

Vous n'avez plus d'argent ; vous n'avez plus de crédit. Les liens qui attachoient les hommes de toutes les classes aux règles éternelles de l'harmonie et de la justice, sont absolument rompus. Un publiciste maladroit a élevé la puissance politique de l'homme en société, au niveau de sa force physique. La multitude jusqu'alors gouvernée, s'est trouvée avoir une force centuple de la portion gouvernante. Le peuple a méprisé ses magistrats, les soldats ont insulté leurs officiers, les matelots ont désobéi à leurs chefs. Une anarchie affreuse a remplacé l'ordre ancien ; et vos malheurs depuis dix-huit mois, loin de s'affoiblir, ont toujours été en augmentant.

D'un autre côté, les réformes de l'assemblée nationale ont paralisé l'industrie françoise, et ont ôté le pain à la moitié des individus que vous avez métamorphosés EN CITOYENS ACTIFS. Vos Messieurs, en coupant et abattant de tout côté, n'ont pas pris garde que les institutions anciennes qu'ils supprimoient, étoient d'abondantes sources de vie qu'il falloit bien se garder de tarir avec aussi peu de ménagement. Ils n'ont pas calculé que leur vaine théorie ne pouvoit remplacer la réalité, et que ce n'est pas en rendant les hommes misérables qu'on peut les conduire au bonheur. Ils auroient dû penser que pour rétablir la fortune publique, il falloit bien se garder de porter la moindre atteinte aux fortunes particulières, et que la félicité générale ne se recomposeroit que du bien-être et de l'aisance de tous les individus. Enfin ils n'ont pas eu la prévoyance de sentir qu'on n'arrive à rien de bon avec la misère, et que le désespoir des malheureux qu'ils avoient fait, deviendroit un obstacle éternel et invincible à la réconstruction de l'édifice qu'ils ont inconsidérément entrepris.

Si vous pouviez, trompé par les discours insidieux dont on frappe vos oreilles à chacune des séances où vous assistez, douter de l'étendue des malheurs dont la France est accablée ; demandez un congé, Monsieur Gerard, et profitez-en pour parcourir la capitale, pour visiter les grandes et petites villes de province,

les places de commerce et vos ports de mer ; c'est alors qu'à chaque pas vous rencontrerez des preuves affligeantes et multipliées de cette indigence universelle. Les négocians vous ouvriront leurs porte-feuilles, et vous les trouverez remplis de traites échues, et non acquittées. Vous verrez toute la classe bourgeoise attachée à la finance, au barreau, aux arts, aux professions de luxe et d'utilité, condamnée à une oisiveté involontaire, réduite aux expédiens pour vivre, dévorée d'inquiétudes et de besoins, et sans cesse occupée à déguiser sa ruine réelle, avec les restes dégradés de son aisance précédente. Vous visiterez les atteliers et les manufactures; et les ouvriers en seront disparus. Ces malheureux ne trouvant plus le gage de leur subsistance dans l'emploi de leur industrie, sont réduits à tendre la main, à demander honteusement l'aumône, ou à solliciter auprès des établissemens de charité, un secours insuffisant et tardif dont la source va toujours en se desséchant, et doit finir par disparoître tout-à-fait.

Au sein de cette misère, vous verrez ce pauvre peuple, courant continuellement après des papiers séditieux dont la lecture ou l'hébète, ou l'enivre, agité par l'esprit de parti, prononçant avec fureur le mot de LIBERTÉ, dont il ne connoît ni le sens, ni les bienfaits; livrant une guerre atroce et sanglante aux infortunés que de vils intriguans lui dénoncent, et ne recueillant de ses forfaits que la honte de les avoir commis, le mépris de l'Europe entière, et le redoublement de ses propres calamités.

En ce moment l'Angleterre se réveille. Ses ressentimens anciens contre la France acquièrent une nouvelle énergie. C'est l'instant de la vengeance; et les flambeaux de cette déesse impitoyable, s'agitent de tous côtés, et dirigent leurs étincelles dans le cœur de tous mes sujets.

A ces ressentimens, se joignent les calculs de l'intérêt, et l'espérance presque certaine d'un accroissement de fortune et de grandeur. Malgré les réflexions de vos journalistes, nos négocians spéculateurs attendent des résultats de la guerre qui s'alume de nouvelles branches de commerce, et de nouveaux canaux de richesses et de prospérités.

Les habitans de Saint-Domingue et de vos autres Colonies américaines, fatigués de l'anarchie qui règna

dans leur sein, effrayés du danger qu'ils ont couru par la publicité de ce systême impolitique, qui les livroit aux couteaux de leurs nombreux esclaves, rebutés par les pertes énormes qu'ils éprouvent et qu'ils ne cesseront d'éprouver, en continuant leur commerce avec la métropole françoise, divisés d'ailleurs dans leurs opinions sur la formation du nouveau régime dont on leur a laissé la faculté de poser les bases, sont tous d'accord à former secrètement le vœu de vivre sous la protection d'un gouvernement modéré, sage dans ses principes, éclairé par l'expérience, guéri pour jamais des opinions faussement philosophiques, et sous lequel le citoyen conserve sa liberté, l'homme, la dignité de ce titre, le cultivateur, les produits de son travail, et le négociant, le résultat de ses spéculations.

Ce n'est point de la France qu'ils espèrent ce bienfait. Ce sera nous qui les aiderons à devenir heureux.

De tout ce que vous possédiez dans l'Inde, il ne vous est resté que le nom glorieux DU BAILLI DE SUFFREN et les mazures de Pondichéri, et de quelques comptoirs abandonnés.

Vos îles de France et de Bourbon, en proie aux mêmes divisions qui agitent vos colonies américaines, demandent à grands cris à sortir de cet état de désordre et d'anarchie. QUI NOUS DELIVRERA DE CETTE FATALE POSITION ! voilà le mot de raliment de ces malheureuses contrées.

Quant au décret qui anéantit les priviléges des compagnies de commerce, et qui ouvre à tous les François la route de l'Inde ; vous voilà condamnés à ne recevoir les marchandises de cette partie du globe, que par des opérations interlopes. La concurrence illimitée que vous avez donnée à tous, sur votre compagnie des Indes, défend à sa prudence de se livrer aux frais d'un armement dont au lieu de bénéfices, elle n'auroit à attendre que pertes, et à la fin que ruine totale.

C'est en nous pénétrant de ces grandes vérités, c'est après avoir calculé scrupuleusement et comparé la masse des dangers à celle des espérances ; c'est après avoir acquis une conviction certaine que le courage anglois doit s'élever au-dessus de l'une, et s'enflammer par la perspective de l'autre, que la nation s'est armée. Aussitôt nos arsenaux se sont ouverts,

des milliers de bras ont été employés, une portion de mes sujets est devenue soldat ou matelot, et des escadres formidables commandées par des chefs illustres, se sont élancées de nos ports et couvrent la surface des mers.

Quelle que soit ma confiance dans votre discrétion, mon cher monsieur Gérard, il ne ne m'est pas permis de vous rendre compte ici, ni de nos projets, ni de la marche prescrite à ceux à qui nous en avon' confié l'exécution ; mais croyez qu'ils sont dignes de la première nation de l'Europe, et que nous avons acquis le droit d'en prévoir d'avance le succès.

Vous ne pouvez vous dissimuler votre extrême foiblesse politique. Que peut faire le Commandant d'une escadre dont les équipages sont toujours à la veille de se livrer impunément aux excès les plus dangereux, d'une armée qui méconnoît l'autorité de ses Chefs, d'une multitude d'hommes dégagés de tous les liens de l'obéissance et de la subordination, qui ne reconnoît de volonté générale qu'autant qu'elle s'accorde avec la volonté personnelle de chaque individu.

Quant à cet étalage de forces militaires instituées dans votre pays sous le nom de GARDE NATIONALE, quelque nombreuse, quelque vaillante que soit cette troupe citoyenne, vous sentez aussi bien que moi que sa force n'est point applicable au dehors. Le marchand mercier d'une petite ville d'ALSACE est dans l'impossibilité de quitter sa famille et sa boutique pour venir défendre LES PORTS DE LA BRETAGNE. Le praticien fixé EN PICARDIE, et qui a consenti d'échanger deux fois par semaine sa plume contre un lourd mousquet, n'abandonnera pas sa clientelle et son étude pour protéger LE FORT S. PIERRE.

Que vous reste-t-il donc pour vous garantir des coups qui vous menacent ? Une marine révoltée, une armée indisciplinable.

Où sont vos trésors pour soutenir cette guerre qui s'allume de toutes parts ? de vains chiffons de papier, sans valeur et sans hypotèque réelle, décrédités d'avance dans votre propre opinion et dont l'émission prochaine vous poussera, malgré vous, dans l'abîme autour duquel vous louvoyez en vain, et que depuis 18 mois vous avez étendu en tout sens, loin de l'avoir fait disparoître, comme vous vous en étiez imprudemment flattés.

Ah ! mon cher monsieur Gerard, ce n'est pas pour vous affliger, mais pour vous éclairer, que je vous parle à cœur ouvert. Vous vous persuadez, peut-être, que mon âme jouit d'avance du triomphe que la position des deux empires semble assurer à celui que je suis chargé de gouverner. Avant d'être Roi, avant d'être Anglois, je suis homme, et père de famille. Me voilà à l'époque de la vie où les grandeurs humaines émeuvent difficilement. J'ai tout vu de près, et rien ne m'a tenté que les plaisirs simples de la nature et les jouissances d'un cœur sensible. Le reste n'est plus rien pour moi. Je prévois la gloire du nom Anglois, sans en être ébloui ; je vois sa puissance et sa richesse s'étendre et ne connoître de limites que les extrémités du monde, et ce grand spectacle retrouve mes esprits dans le même calme et dans leur première immobilité. L'Anglois doit donner la loi à toute l'Europe ; ses flottes nombreuses iront chercher les productions des deux mondes, et chaque nation deviendra, malgré elle, tributaire de l'industrie, du courage et des travaux de mes infatigables sujets ; que ce nouvel ordre de choses puisse tourner au bien de l'humanité entière, et je m'endormirai heureux et tranquille dans le tombeau de mes ancêtres.

Avant de finir, mon cher Monsieur Gerard, je ne peux perdre de vue le bonheur du nouvel ami que je viens de choisir. Si les malheurs de la France pouvoient aller jusqu'à vous, venez auprès de moi ; que votre femme, vos enfans, et tout ce qui vous est cher vous accompagnent. J'ai une métairie riche auprès de Windsor que je vous prîrai d'accepter. Là, tranquilles et calmes, je vous donnerai tous les momens qui ne me seront demandés ni par l'état, ni par ma famille, et nous philosopherons chacun à notre manière en parcourant le parc, et les riches côteaux qui l'entourent.

GEORGE.

RÉPONSE
DU PÈRE GÉRARD
A LA LETTRE DU ROI D'ANGLETERRE.

Paris 4 ſeptembre 1790.

SIRE,

JE n'avons pas été ahuri de ſurpriſe en recevant vôtre lettre ; je me ſuis ſeulement eſtimé bien content et bien honoré. Depuis qu'ils m'avont fait Député, j'avons tant vû de choſes que je n'pouvons plus nous étonner de rien.

Après avoir relû cette lettre deux ou trois fois de ſuite, j'avons bien compris, Sire, à quelques paroles près cependant qui ont dépaſſé nôtre intelligence, que vous étiez bien digne de cette renommée de brave homme et de bon roi, qui vous ſuit par-tout : j'ons la tête pleine de motions et des paroles de nos grands diſcoureurs de l'aſſemblée nationale. Il y en a d'aucuns qui m'avont fait, par ſoi, ouvrir de grandes oreilles ; mais tout coup vaille, ne faudroit pas que nul d'entre eux ſe vantit de m'avoir fait la centième partie du plaiſir que j'avons reçu de la lettre de V. M. J'aimons bien mieux qu'on me parle avec ſon cœur qu'avec ſon eſprit, c'eſt ce qu'ils n'entendont jamais, et ce que V. M. entend au contraire, on ne peut mieux.

Une confidence en vautun autre, Sire. Vous m'offrez votre amitié ; je ſerions bien ingrat ſi nous ne profitions pas d'un tel bonheur. Mais comme cette majeſté royale pourroit bien quelquefois me faire perdre la tramontane et m'abattre le caquet, vous me permettrez,

s'il vous plaît, de la mettre de côté dans ma mémoire, et de ne me ressouvenir d'autre chose, sinon que vous avez un bon cœur, que vous aimez les bonnes-gens, et que vous pardonnerez mes naïvetés de village, en faveur de ma droite intention.

Quand j'sommes arrivé à Versailles, Sire, il m'aviont si bien retourné la tête, que j'étions absolument enragé contre les nobles et les prêtres. Les ministres du roi, je les avions cru ni plus ni moins que des bêtes féroces, ne pensant qu'à dévorer le pauvre peuple qui nous crioit de tous les côtés : SAUVEZ-NOUS DE LEURS DENTS CARNACIÈRES.

Il n'en falloit pas davantage pour me faire donner dans le panneau; j'eus la bonhommie de croire que tous ceux qui s'étiont rangés de mon bord n'avoient d'autre volonté que de rendre la nation heureuse. On me disoit qu'il n'étoit question que d'abattre tous les abus, et qu'ensuite la machine iroit toute seule. : faites mes amis, leur répondois-je, jarni, j'allons vous donner un coup de main, et comme on dit à la comédie : S'IL NE SAGIT QUE DE TOUCHER, LA VACHE EST A NOUS.

Vous savez aussi bien que moi, Sire, ce qui s'est ensuivi de cette belle révolution. L'on vous a rapporté comme nous avons tous mis sans dessus dessous. Avant que nous commencions ce chien d'ouvrage, mes pauvres compatriotes étiont assis tant bien que mal ; aulieu de les remettre dans leur aplomb, nous leur avons arraché violemment l'escabeau qui les soutenoit, et tous sont tombés par terre. Les uns se sont tués, les autres n'avont été que blessés ; aucun jusqu'à présent n'a encore pu se relever. Le bon dieu est le seul qui sache quant est-ce que cette pauvre nation pourra se retrouver sur ses jambes.

C'étoit un bien grand mal, sûrément ; mais ce n'est pas encore tout. L'on vous a dit en gros quel désordre on avoit fait; mais on ne vous a pas rendu compte, aussi bien que je le pouvons faire, de l'esprit et des tentions secrettes de tous ceux qui avont conduit cette maudite besogne.

J'avions soixante-quatre ans faits, quand j'sommes arrivé à l'assemblée nationale ; ce n'est plus l'âge d'apprendre. A ce moment-là, d'ordinaire, le calus est formé, l'homme a pris ses habitudes, il s'est fait une manière de voir, à laquelle, pour un empire, il ne

voudroit jamais renoncer. Moi, au contraire, me voyant dans un monde nouveau, m'a été avis qu'il falloit tout examiner derechef comme si je n'avions jamais rien vû, et au moyen de ce qu'il ne m'a pas été donné, dieu merci, de manier la parole et de verbiager, bien ou mal, pendant deux heures de suite à chaque séance; je me résolus à écouter, en quoi je fis bien, et à examiner de près tous les grands parleux, en quoi je fis encore mieux.

A chaque moment j'entendois ronfler les mots PATRIOTISME, DEVOUEMENT, FRATERNITÉ, SACRIFICE, ABNÉGATION D'INTERET PERSONNEL, etc. vous concevez bien, Sire, que je ne concevions rien à toutes ces belles paroles; en conséquence, je m'sommes fait ami d'un confrère qui ne fait point de discours, mais au moins qui a l'air de comprendre les discours des autres; il m'a dit que tout celà signifioit que chacun de ces MM. ne comptoit son intérêt pour rien, qu'il étoit prêt à tout abandonner pour le bonheur de tout le monde, et seroit content de rester nud et dépouillé, pourvu que tous les François, qu'il appelle ses frères, fussiont bien nourris et bien vêtus et en état, suivant le proverbe, de mettre la poule au pot.

C'est par trop généreux, me suis-je dit à moi-même; voyons donc agir tous ces grands Messieurs-là. J'saurons bientôt reconnoître si leurs belles protestations ne sont pas des ÉCOUTE S'IL PLEUT.

Faut vous dire d'abord qu'ils ont commencé par nous faire adjuger à chacun un traitement annuel de 6480 liv., c'est-à-dire trois fois plus que nous ne pouvons dépenser, puisque n'ayant aucuns frais de costume ni de parure à faire; j'ne sommes chargés chacun que de notre nourriture et de notre logement, et qu'au moyen de ce qu'il est bon de garder toujours sa tête saine quand on travaille à retourner un royaume; on ne doit pas rester long-temps à table et boire plus de demie bouteille. Ainsi quand les deux tiers de la nation meurent de faim, j'nous gobergeons tout à notre aise, et tant pis pour les décrets qui se sentent de nos digestions.

Vous allez peut-être croire, Sire, que nos grands faiseurs se contentont de cette bonne aubaine. Vous êtes bien loin de compte.

Les meilleurs barbouilleux de papier avons entrepris un journal chacun de leur côté: c'est LE POINT DU

JOUR, LE JOURNAL DES DÉBATS, LE COURIER DE PROVENCE, LE JOURNAL DE PARIS, et un tas de balivernes, dans lesquelles ils ne disont que ce qu'ils voulont ; car, comme vous observez fort bien, Sire, il y a un chien d'esprit de parti qui fait que ceux qui en sont possédés ne trouvont la raison et le bon sens que de leur côté, et qui voulont que tout ce pauvre peuple pense de d'même, au hasard d'exposer ceux qui ne voiont pas comme eux, à la rage des révolutionnaires qui ne demandont que plaie et bosse, et qui vous avont plutôt hissé un ARISTOCRATE au reverbère que l'on a regardé par où.

Il m'avoit semblé, à moi, bon homme, que quand on fait un métier lucratif, on ne doit pas en entreprendre deux ; qu'on ne peut pas dire la messe et chanter au lutrin, et dans un instant où il y a tant de malheureux qui ne trouvont point à faire œuvre de leurs dix doigts, chacun de ces journaux nourriroit quatre ou cinq familles d'écrivains, tandis que le profit va se cacher tout entier dans la poche d'un député à qui la nation paie 18 liv. par jour pour être souverain et non pas colporteur.

Et que pensez-vous, Sire, de ce personnage qui a été de carrefour en carrefour, cajoler le peuple, se frotter le museau à toutes les jeunes filles de Paris ; danser le rigodon en rabat et en grande perruque, et qui doit à ces simagrées plutôt qu'à toute autre chose, sa maintenue dans une grande place qui lui rapporte beaucoup d'argent.

Et qu'est-ce que vous me répondrez, Sire, quand je vous aurai appris, en confidence, que les plus importans de l'assemblée font mille caresses à des gueux de feseux de libelles, pour que ceux-ci disiont des horreurs de leurs rivaux, et qui cherchiont, par toute sorte de moyens, à se monter sur le corps les uns des autres.

Lorsqu'on vous a eu dit, Sire, dans votre Angleterre, que la noblesse, les titres, les armoiries avoient été flambés par les décrets de l'assemblée nationale ; si vous aviez su que tout ça étoit d'avance préparé par des goujats de praticiens qui, enragés de n'être rien dans le monde, avont cru qu'ils deviendriont quelque chose, en mettant tout au même niveau, vous auriez senti comme moi que ces belles réformes étiont plutôt

l'ouvrage de l'orgueil des petits que de la résignation des grands.

Ce réformateur, ennemi juré des prêtres, des moines, des religieuses, de la cour et des pensions, qui réduit tous ces pauvres gens à l'aumône, qui veut que personne ne mange, excepté lui; ne vient-il pas d'imaginer et de se faire mettre sur la tête une place d'archiviste, et 6000 liv. de traitement, ce qui, avec ses appointemens de souverain, lui fait un revenu net de 12,480 l. non compris le tour du bâton. Peut-être encore n'est-il pas satisfait, tandis qu'il réduit à 3 ou 400 livres des malheureux moines, à qui un autre vouloit encore retrancher deux quartiers cette année-ci.

Et ces autres dont l'éloquence est vendue aux provinces, aux colonies et aux puissances, en faveur desquelles ils avont fait leurs belles motions, qui roulent dans des carrosses dorés, qui, tous les jours, viennent se promener dans l'assemblée avec des habits nouveaux; qui marchandont et offront de payer comptant des terres d'un demi-million; lorsqu'avant le premier mai 1789, ils avions à peine quelques sols vaillant; quelle diable d'opinion, voulez-vous, Sire, que j'ayons de ces espèces-là!

On ne peut tirer de l'huile d'un mur, et les mauvais ouvriers ne pouvont faire que de la mauvaise ouvrage. Que V. M. ne s'étonne donc plus de tout le mal qu'ils nous ont fait, sans compter celui qu'ils doivent encore nous faire. Je n'entreprendrons pas de vous le dépeindre, Sire, vous m'avez prouvé qu'à cet égard on vous avoit bien mis au fait. Seulement j'avons besoin de vous faire part de quelques réflexions sur cette découverte de M. de M..., qui veut nous faire trouver 1900 millions dans trois ou quatre rames de papier.

Les calculateurs des biens nationaux ne cessons de nous répèter qu'il y en a pour environ deux milliards, ce qui fait beaucoup d'argent, comme vous voyez. De ces deux milliars, on vient d'en manger 400 millions: ainsi il ne nous reste donc plus que 1600 millions.

Quand on prend les biens de quelqu'un, il est juste de se charger de la nourriture et entretien de ce quelqu'un, et d'aquitter les dettes qu'il a contractées; car enfin le prêteur a avancé cet argent, parce qu'il voyoit alors à son débiteur une propriété qui lui répondoit de ses avances; ainsi les 1600 millions qui restent,

devont naturellement servir à payer la dette du clergé, et à nourrir tous ceux et celles qui s'étiont jettés dans l'église.

A moins d'être un méchant coquin, faut convenir de cette vérité : aussi l'assemblée nationale pense-t-elle sérieusement, dit-on, à remplir l'obligation qu'elle s'est imposée sur ce chapitre-là.

Mais, disent-ils tous, la somme que cette obligation coûtera par an, s'élève à 46 millions. Nous imposerons le peuple d'un surcroît de 46 millions, et voilà notre dette aquittée.

Il n'y a à cet égard qu'une petite difficulté : c'est que le peuple n'entend point les surcroîts d'impôts. Quand on m'envoyit à Versailles, les bons paysans, mes confrères, m'avont dit : père Gérard, y a-t-il assez long-temps que j'sommes foulés ! j'vous confions nos plus chers intérêts ; il n'est pas juste que la sueur de nos fronts n'tourne jamais à notre profit ; elle a trop long-temps enrichi les fermiers-généraux et tous les grugeux de la cour ; faut faire diminuer les impôts ; je ne demandons que cela, et malheur à vous, si cette diminution n'arrive.

» Voilà qu'elle étoit, et qu'elle est encore, leur » unique espérance ! à présent qu'on leur a rendu » leurs droits, qu'on leur a mis des fusils et des sabres » dans les mains, qu'ils sont devenus les plus forts, » vous croyez bonnement qu'ils laisseront doubler et » tripler leur fardeau. Non, il faudroit être fou pour » l'espérer : ils enverront donc au diable le surcroît » et ceux qui viendroient le leur demander.

» Cependant cette dette du clergé, il faudra bien » l'aquitter ; ces pauvres prêtres, moines et religieuses, » il faudra bien les nourrir. Lorsque ceux-ci et leurs » créanciers réclameront un hypothèque sur les biens » nationaux, sera-t-il possible, ne sera-t-il pas crimi- » nel de le leur refuser ! en supposant que les biens » nationaux rapportent 3 pour 100, cet hypothéque de » 46 millions absorbera le produit de 1533 millions de » fonds. Ainsi sur les 1600 millions de biens nationaux, » il ne restera plus que 67 millions, unique gage » représentatif des 1900 millions d'assignats imaginés » par M. de M... ; et quand on calcule sur les non- » valeurs, sur les objets dégradés de ces mêmes biens, » sur les portions que l'ordre actuel des choses a » rendus stériles et improductifs ; on voit bientôt que

» ces assignats n'auront plus d'autre gage que la cré-
» dulité des sots et la probité de leur inventeur.

» A présent n'étes-vous pas effrayé, Sire, des calamités qui nous menacent. Nul ne voudra acheter des biens dont le produit sera, comme vous voyez, entièrement absorbé par la dette et l'entretien du clergé. La nation se croira-t-elle libérée de la dette exigible, en remettant dans la main de ses créanciers ces assignats qui dans le fait ne seront assignés sur rien! sera-t-il possible de forcer la circulation d'un papier, à la valeur duquel il sera impossible de croire? déployera-t-on le drapeau du sang et les forces municipales pour forcer le boulanger à donner son pain, le tailleur à livrer un habit, le cordonnier à céder ses souliers en échange d'un INUTILE CHIFFON? le peu d'argent qui reste en circulation, ne va-t-il pas rentrer dans les entrailles de la terre? toutes les chaînes, toutes les relations du commerce intérieur et étranger ne vont-elles pas être rompues; et au milieu de ce numéraire fictif, immoral et décrié, la nation ne va-t-elle pas s'anéantir dans la misère et le désespoir! »

Pardonnez, Sire, si j'avons confié la façon de l'article ci-dessus à ce même ami dont je vous ai parlé au commencement de ma lettre. Mes idées étiont assez nettement rangées dans ma tête. Pour les en faire sortir c'étoit le diable; j'avons barbouillé un sort de papiers pour en venir à bout, et jamais ça ne vouloit venir. Il y a des choses toutes simples, qui se disont sans prétention et sans élégance de paroles; mais il s'en trouve aussi par fois qui me font régretter de n'avoir pas fait d'étude, et de n'avoir pas tenu d'autre livre que mon catéchisme.

Je n'avons plus qu'une chose à dire à V. M.; il n'est guère possible que vous n'ayez quelque crédit sur l'esprit de vos Anglois. Si, comme vous me le paroissez, vous êtes vraiment touché de nos misères, il faut leur déconseiller de venir nous attaquer dans un moment où je sommes dans l'angoise et dans l'affliction. Ça n'est ni beau ni brave de s'en prendre aux gens quand ils n'avont ni l'esprit ni la tête libres. Vous leur direz comme ça : attendez que ces François soiont un peu débarrassés de leurs maladies et que leur fameuse constitution soit à la parfin achevée; alors on verra laquelle des deux vaut le mieux ou de la notre ou

de la leur. Ces pauvres gens, les voilà tous ahuris ; on les a tous déplacés ; j'les voyons ni plus ni moins qu'une volée d'oiseaux obligés de quitter le boccage qui les a vus naître et qui les nourrissoit ; ils ne savont où prendre leur béquée, ni où se reposer de leurs fatigues ; mais viendra un moment, peut-être, où chacun retrouvera son premier nid, ou s'en sera reconstruit un autre ; alors la guerre se fera d'une façon plus égale, vous vous serez montrés généreux, et peut-être qu'avec le cœur plus satisfait, nous nous montrerons plus vaillans. Les braves gens ne vont pas chercher leur ennemi dans l'hôpital, c'est quand ils lui voyont bon pied, bon œil, qu'ils lui proposent de vuider leux querelles, et de se sabouler comme il faut.

Quant à moi, Sire, j'vous remercions de vos offres généreuses, et en refusant V. M., je croyons nous conduire bravement. Le père Gerard ne fait pas de discours de PATRIOTISME, mais il aime son pays, et il ne le quittera qu'à la mort. Il veut partager sa bonne ou sa mauvaise fortune. Ce n'est pas la peine de se rendre heureux tout seul. Quoique entre nous, aujourd'hui tout aille au plus mal, il n'est pas dit pour ça que les choses soiont désespérées. Viendra un bon vent qui reconduira le navire au port. Qu'eu bonheur pour moi, Sire, si, à mes derniers momens, j'pouvons voir ma patrie tranquille, et mes frères un peu plus à leur aise ! Je n'aurons pas eu la satisfaction de vivre dans la familiarité d'un bon Roi ; mais ce bon Roi ne pourra me blâmer, et il se dira plus d'une fois : le père Gerard a fait son devoir d'honnête homme, et à sa place je me serois conduit comme lui.

J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect,

SIRE,

DE VOTRE MAJESTÉ,

Le très-humble et très-obéissant serviteur,

GERARD.